



LES « DASTUCES » DE LA SEMAINE

DU 23 FÉVRIER AU 7^{ER} MARS 2014

TELECOMMUNICATIONS

~ FRANCE ~

« Orange condamné à payer 51 millions d'euros à SFR »

Le conflit portait sur l'offre d'Orange pour les résidences secondaires : l'abonnement peut être suspendu quand le propriétaire n'est pas là -jusqu'à 12 mois consécutifs au total. SFR voulait proposer une offre concurrente. Il devait acheter des raccordements en gros à Orange. Problème: le tarif de gros d'Orange ne prévoit aucune suspension en l'absence du propriétaire, SFR devait payer Orange toute l'année. SFR pouvait proposer soit une offre bien plus chère, soit une offre aussi souple, mais très déficitaire. La filiale de Vivendi avait porté plainte pour abus de position dominante.

« "Orange discute avec Microsoft" sur Dailymotion »

En marge du World Mobile Congress, le PDG d'Orange a confirmé être en négociation avec Microsoft en vue d'un accord "avant tout industriel" avec Dailymotion, filiale du groupe de télécoms. Alors que la vente de Dailymotion à Yahoo avait échoué au printemps 2013, Stéphane Richard précise que "Nous souhaitons garder la majorité de Dailymotion car nous souhaitons rester maître du destin de Dailymotion qui peut encore profiter beaucoup à l'écosystème de l'innovation en France". Il a également précisé avoir "des discussions avec d'autres partenaires potentiel y compris français, plutôt dans le monde des contenus". Il estime, en effet, qu'il faut "enrichir les contenus". "Pour l'instant, Dailymotion ou Youtube sont des services 100% gratuits. Mais demain, l'avenir de ces sites est d'aller vers des contenus payants de haute qualité. Ce qui justifie le fait qu'on puisse en discuter avec des éditeurs de contenus", a-t-il développé.

« SFR: Vivendi dément la signature d'un accord avec Numericable »

Elle a toutefois confirmé avoir été approchée par la maison-mère de Numericable : Altice, précisant ne pas avoir reçu d'offre formelle. "Le conseil de surveillance de Vivendi se prononcera en temps utile, le cas échéant", précise Vivendi dans un communiqué.

Altice aurait conclu ce week-end un accord de principe avec Vivendi, pour racheter SFR prévoyant de créer une société commune qui réunirait en son sein SFR et Numericable. Elle serait contrôlée à 50% par Altice et à 32% par Vivendi. Cette opération changerait les plans de Vivendi qui projetait, il y a encore quelques mois, d'introduire en Bourse sa filiale télécom, et avait en ce sens opéré une profonde réorganisation scindant en deux ses activités. Au regard des faibles perspectives de croissance du secteur liée notamment au fait que la 4G ne permettra de rehausser les marges, l'introduction de SFR risquerait de rencontrer un succès des plus modestes.

« Rachat de SFR : Bouygues Telecom aussi y pense. Mais sérieusement ? »

Malgré la position de l'Autorité de la concurrence, Bouygues n'aurait pas encore renoncé à un rapprochement avec SFR. Craignant d'être isolé avec face à lui trois grands acteurs (Orange, SFR/Numericable et Free), Bouygues s'interrogerait ainsi sur l'opportunité d'une telle opération. Toutefois, contrairement au rapprochement entre SFR et Numericable, une fusion SFR/Bouygues soulèverait les critiques de l'Autorité de la concurrence, qui a déjà laissé entendre qu'elle n'était pas favorable à une telle concentration du marché, mais aussi de l'ARCEP qui a œuvré pour un marché à quatre opérateurs. "Compte tenu de la petite taille de Numericable, un rapprochement entre les deux groupes ne devrait pas rencontrer de problème vis-à-vis des autorités de la concurrence" estime les analystes de Natixis.



« Bouygues relance la guerre des prix dans le fixe avec une offre à 19,99 euros »

Martin Bouygues avait promis de "déclencher la guerre dans l'internet fixe". Il affirme pouvoir ainsi rendre "150 euros par an en moyenne" de pouvoir d'achat aux Français grâce à cette baisse de prix. *Ce marché mature du fixe a besoin d'être bousculé avec des offres innovantes, il y a des acteurs bien en place, avec marge d'Ebitda de plus de 40%, réservées aux produits de luxe. Il y a mieux à faire, avec des offres de rupture à apporter sur le marché pour que le plus grand nombre de Français puisse accéder en cette offre en cette période de crise."*

« Orange, pionnier français de la technologie qui va booster votre 4G »

Après avoir autorisé Bouygues Telecom à utiliser la bande de fréquence 1800 MHz pour déployer son réseau son très haut débit mobile 4G en mars 2013, l'ARCEP accède à une demande d'Orange pour mener des expérimentations techniques de la technologie LTE Advanced, évolution de la LTE actuellement utilisée et censée améliorer la 4G.

Le régulateur des télécoms autorise Orange "de manière temporaire et localisée" à utiliser des fréquences dans la bande 3400-3600 MHz pour ses expérimentations techniques en mode FDD. Selon l'ARCEP, la LTE Advanced devrait permettre d'offrir des débits maxima théoriques de 300 Mbits/s, soit le double des débits maxima théoriques actuellement atteignables sur les réseaux 4G des opérateurs.

~ EUROPE ~

« Itinérance: 300 millions de clients en plus pour les opérateurs de télécommunications grâce à la disparition des redevances d'itinérance »

Selon un récent sondage mené auprès de 28 000 personnes, 94 % des Européens réduisent leur usage de services tels que Facebook lorsqu'ils se rendent à l'étranger en raison des tarifs élevés de l'itinérance mobile. Le problème de l'itinérance se posait avec davantage d'acuité avant que l'UE n'introduise un plafonnement des tarifs en 2008. Depuis lors, les conséquences pour les consommateurs sont les suivantes: les prix au détail des appels et des SMS ont baissé de 80 % et la

baisse des prix des services de données en itinérance atteint jusqu'à 91 %.

« Les sites internet du secteur public doivent être accessibles à tous »

Plus de 100 millions de citoyens européens éprouvent des difficultés à accéder à ces sites internet afin d'utiliser des services publics en ligne, par exemple pour fournir une déclaration fiscale, demander des allocations de chômage ou encore inscrire un enfant à l'école. Les députés ont approuvé une approche ambitieuse de la législation, selon laquelle les États membres seraient tenus de rendre l'ensemble des sites internet du secteur public totalement accessibles, et plus uniquement les douze catégories proposées par la Commission (qui traitaient, par exemple, des prestations sociales, des documents personnels ou des inscriptions dans l'enseignement supérieur).

« Speech: Digital capital for a connected continent »

"It's no longer just about the telecoms sector; it's no longer just about the ICT sector. It's about Europe's growth and global position. Yet Europe lags behind while others take the digital dividend. Why? Because of fragmentation: 28 different markets, 28 rulebooks, 28 referees, 28 mindsets. Broadband that stops at borders. And this matters to you", says Commissioner Neelie Kroes regarding the need of a better telecoms legal framework.

« Neelie Kroes: Making the cloud more transparent - a boost for secure, trustworthy services »

Using cloud computing (rather than setting up your own hardware) is often much more convenient for citizens; cheaper and more flexible for businesses; and offering a hundred-billion euro boost for our economy. So all together the cloud means jobs for Europe: potentially a net gain of 2.5 million. Our cloud computing strategy is all about ensuring Europe can capture that boost; the EU's leaders have agreed how important this is. Today we take another step forward in building that trust.

« The €63 billion app boom. Nearly 5 million jobs in European app sector by 2018, says EU report »



The study, carried out by GIGAOM and NUI Galway for the European Commission, shows that Europe's app developers are up to the challenge of taking the global lead. Currently, EU and North American developers generate the same levels (42% each) of app revenues in crucial EU and US markets. Although the future is bright, developers have raised concerns about the skills gap, connectivity and fragmentation which could put the app boom at risk.

« Cloud Computing Certification Schemes List – CCSL »

Cloud providers have many customers (this is the main idea of cloud computing) so if all customers would check their security requirements separately, then this would mean double work. If each customer would want to do an on-site audit, for example, there would be long cues at the gates of data centers. Now, the idea of a certification scheme is to check one basic set of security requirements, once for all customers. In this way certification can simplify the procurement of cloud services by customers.

« Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing the Connecting Europe Facility »

This Regulation establishes the Connecting Europe Facility and determines the conditions, methods and procedures for providing Union financial aid to trans-European networks in order to support projects in the field of transport, energy and telecommunications infrastructures.

« Connecting Europe Facility - Programme Brochure »

With a proposed budget of €50 billion between 2014 and 2020, the Connecting Europe Facility will be a key instrument to promote growth, jobs and competitiveness through targeted infrastructure investment at European level. It will support the development of high-performing, sustainable and efficiently interconnected trans-European networks in the fields of transport, energy and digital services. CEF Digital : The new Telecommunications Guidelines, Needs and objectives, Broadband Internet Access, Role of

Financial Instruments, Digital Service Infrastructures

« 1 in 4 European internet users still experience blocking of internet content, study show »

24% of European internet users say they are prevented by their providers from watching videos, listening music or using other applications of their choice, according to a new Eurobarometer survey of 28,000 citizens across the EU. The Commission's proposed Connected Continent Regulation (MEMO/13/779) aims at a single market for Internet and communications. The Proposal is currently being discussed by the European Union's legislators (European Parliament and Council). This proposal would deliver an open internet for all citizens in Europe and enhance transparency by requiring operators to provide their customers with accurate information about the speed and quality of the internet service they provide.

~ INTERNATIONAL ~

« Un câble va relier le Brésil à l'Europe pour contourner l'espionnage américain »

Un projet de câble sous-marin reliant le Brésil à l'Europe a été adopté lors du 7e sommet UE-Brésil. La présidente Dilma Rousseff, très remontée contre l'espionnage présumé des Etats-Unis, entend ainsi contourner le système d'écoutes mis en place par la NSA. Le câble doit être installé d'ici à l'année prochaine, grâce à un partenariat entre l'entreprise brésilienne de télécommunication Telebras et l'espagnol IslaLink Submarine Cables, ainsi que des fonds européens et brésiliens.

« Netflix et Comcast ont-ils cassé l'Internet? »

L'annonce la semaine dernière du deal entre Netflix et Comcast a fait beaucoup de bruit. La première chose à préciser c'est que cet accord entre le géant de la TV en ligne et le géant du câble US ne circonviend pas aux règles de la Neutralité du Net. En effet, cet accord stipulait que les FAI ne devaient pas activement discriminer le trafic d'un acteur en ligne plutôt que d'un autre. Sur le papier, l'accord entre Netflix et Comcast est un accord de



peering payant qui se substitue (au moins pour l'acheminement du trafic de Netflix vers les clients de Comcast) à un accord pré-existant entre Netflix et Cogent, un acteur du transit. C'est au niveau de ces intermédiaires que, récemment, des goulets d'étranglement s'étaient formés.

« WhatsApp, Line, Viber, Snapchat : vent de folie sur les app' de messagerie mobile »

Facebook a déboursé au total la somme de 19 milliards de dollars pour la startup WhatsApp. Le réseau social n'est pas le seul à avoir compris l'enjeu de ces services en passe de devenir le nouveau point d'entrée du Web sur mobile. Déjà, le rachat de l'application de partage de photo Instagram, qui ne générait aucun chiffre d'affaires, par le même Facebook à l'été 2012 pour 1 milliard en actions (un montant ramené à 750 millions) avait suscité beaucoup de commentaires. WhatsApp est de loin leader dans le monde, elle compte plus de 450 millions d'utilisateurs actifs (dix fois plus que Snapchat, trois fois plus qu'Instagram).

« Pentagon: une stratégie d'utilisation de la bande passante »

L'armée américaine met en place une stratégie pour faire face à l'encombrement des fréquences et à la demande croissante de bande passante, et mieux conjuguer les impératifs militaires avec les besoins du secteur commercial. Dans le secteur commercial, l'internet sans fil et les réseaux 4G ne cessent de prendre de l'ampleur. Le président américain Barack Obama a demandé aux services fédéraux de mettre à disposition 500 MHz de bande passante pour les besoins commerciaux d'ici 2020.

EXPORT CONTROL

« Une licence US pour l'exportation des articles liés aux communications personnelles vers l'Iran »

L'OFAC a publié une Licence générale D-1 pour la fourniture à l'Iran de logiciels, services et matériels liés aux communications personnelles. Cette licence amende et remplace, depuis le 7 février la Licence générale D sur le même objet. Elle permet dorénavant en particulier :

- L'exportation de logiciels, services et matériels par des personnes non américaines vers l'Iran ;
- L'exportation des matériels et logiciels non soumis à l'EAR car localisés en dehors des Etats-Unis ;
- L'erreur de rédaction commise dans la dernière licence a été corrigée, ainsi la nouvelle licence permet des exportations « vers des personnes en Iran » et non « vers l'Iran » comme c'était auparavant rédigé. Cette correction permet d'affirmer la possibilité pour des personnes voyageant vers l'Iran d'exporter du matériel ou des logiciels avec eux pour un usage personnel ;
- Une note de bas de page clarifie le fait que des paiements peuvent impliquer des transactions indirectes avec des institutions financières iraniennes désignées dans l'EO 13599.

« Les américains et les européens envisagent de prendre des sanctions en export control vis à vis de l'Ukraine »

Les Etats-Unis et l'UE menacent l'Ukraine de devenir la cible de sanctions si elle ne stoppe pas les violences à Kiev qui ont tué plus de 28 personnes et blessé plus de 200 personnes. La position du président américain Barack Obama vis-à-vis de la Russie est bien connue, celui-ci condamnant le soutien de Vladimir Putin à un Président ukrainien qui semble avoir totalement perdue sa légitimité envers son peuple. Angela Merkel et François Hollande envisagent, quant à eux, des sanctions à l'encontre de ceux qu'ils estiment responsables de ces violences. L'export control serait un des moyens considérés pour parvenir à pacifier la situation. Le ministre de la citoyenneté et de l'immigration canadien va encore plus loin puisqu'il a suggéré, à la télévision canadienne, de prendre des sanctions à l'égard de la Russie si le pays continuait à supporter la violence en Ukraine. Affaire à suivre.

AÉRONAUTIQUE

« Le patron de Ryanair promet des vols pour New York à 10 euros »

Michael O'Leary, le dirigeant de la compagnie Ryanair, a réaffirmé sa volonté d'offrir des vols pour New York ou Boston depuis l'Europe pour



moins de 20 euros l'aller-retour. Ce projet de "faire éclater" le marché du transatlantique est récurrent dans le discours du patron de Ryanair, adepte des déclarations intempestives.

[« Qantas va supprimer 5 000 emplois et reporter les livraisons d'Airbus et Boeing »](#)

On ne peut pas gagner sur tous les tableaux. C'est ce que doivent se dire Airbus et Boeing à l'annonce du dernier plan d'urgence de Qantas. Si la montée en puissance des compagnies du Golfe a gonflé leurs carnets de commandes, elle force les perdants de la compétition à revoir leurs propres engagements. C'est ce qui se passe chez Qantas. Confrontée à de lourdes pertes semestrielles, dans un contexte de concurrence exacerbée tant en Australie qu'à l'international, la première compagnie australienne a annoncé hier la suppression de 5.000 emplois sur les dix-huit prochains mois - soit 15 % de ses effectifs - et le report des livraisons de 8 A380 et de 14 Boeing 787.

[« DoT fines Asiana for post accident missteps »](#)

The U.S. Department of Transportation (DoT) has fined Asiana Airlines \$500,000 for failing to adhere to its family-assistance plan following the July 6 crash of Asiana Flight 214 at San Francisco International Airport. The fine marks the first such penalty ever issued by the DOT under the Foreign Air Carrier Family Support Act of 1997.

[« Air France va investir dans la compagnie brésilienne Gol Linhas »](#)

La compagnie aérienne brésilienne Gol Linhas Aereas a établi un partenariat stratégique avec Air France-KLM prévoyant des partages de lignes et des ventes en commun.

Air France-KLM investira 100 millions de dollars (73 millions d'euros) dans Gol Linhas Aereas, via l'achat de 52 millions de dollars d'actions de la compagnie aérienne, représentant 1,5% du capital.

[« A Berlin, le drone fait des victimes politiques »](#)

C'est un interlocuteur privilégié de la France qui s'apprête à quitter le ministère allemand de la Défense. La nouvelle ministre Ursula von der

Leyen a décidé de se séparer de Stéphane Beemelmans, secrétaire d'Etat chargé de l'armement. Celui-ci s'était attiré les critiques après avoir décidé en mai dernier de suspendre ce programme d'avion sans pilote développé par l'américain Northrop et Airbus Group (ex-EADS) qui avait coûté 1,2 milliard d'euros.

[« Airbus réclame 900 millions d'euros à Berlin après la réduction d'une commande militaire »](#)

900 millions d'euros. Tel est le montant que réclame l'avionneur européen Airbus à Berlin, selon le quotidien allemand Handelsblatt. Un ex-secrétaire d'Etat, démis de ses fonctions par la ministre de la Défense Ursula Von der Leyen la semaine dernière, a communiqué cette somme aux députés allemands appartenant à la commission du budget du Bundestag avant son départ, précise le journal, s'appuyant sur les dires de membres de celle-ci. La cause? L'Allemagne aurait réduit une commande d'avions de combat Eurofighter, fabriqués conjointement par Airbus, le britannique BAE Systems et l'italien Finmeccanica.

[« Commission welcomes Parliaments's vote for improved aviation safety »](#)

The European Parliament adopted today new rules to help prevent aircraft accidents. With the "Regulation on the reporting, analysis and follow up of occurrences", information on aviation safety incidents will flow more efficiently and faster, allowing for a thorough analysis and adoption of necessary action to help prevent similar incidents from happening again.

[« US open to new ideas on ATC privatization »](#)

U.S. Transportation Secretary Anthony Foxx said the government is open to ideas on privatizing the nation's ATC system, as long as aviation industry "stakeholders" agree on making that transformation.

The Federal Aviation Administration provides ATC services in the U.S., relying on aviation user taxes and congressional appropriations to fund its operations. Increasingly in recent years, critics have called for restructuring the agency and spinning off



its ATC responsibilities to an independent entity, comparable to Nav Canada or UK NATS, that would charge for its services and not rely on government subsidies.

SPATIAL

« Le patron de Sea Launch s'en va »

Kjell Karlsen, à la tête de Sea Launch depuis le 3 juillet 2008, abandonnera sa présidence le 28 février « pour poursuivre d'autres opportunités hors du secteur spatial » selon le communiqué émis ce matin. Président de Kvaerner Inc., la filiale américaine du chantier naval norvégien, il avait rejoint Sea Launch l'année de son premier vol, en 1999, en tant que directeur financier. Nommé à la tête de la compagnie dans une période troublée - après l'échec du lancement de NSS-8 et en plein cœur de la crise financière internationale - il est resté en place lors de son passage sous le Chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites en 2009, sa restructuration en 2011 sous l'égide de RKK Energiya et son difficile retour sur le marché. Selon le communiqué de Sea Launch, ses activités seront désormais assurées par la « senior executive team » présidée par le directeur général Sergueï Gougkaïev.

« Airbus Defence and Space a construit un "four spatial" pour tester les matériaux de demain sur l'ISS »

Airbus Defence and Space, numéro deux mondial des technologies spatiales, a construit le lévitateur électromagnétique (EML), développé au titre de contrats parallèles de l'Agence spatiale européenne (ESA) et l'Agence aérospatiale allemande (DLR). L'EML est un four de traitement sans conteneur destiné à la recherche sur les matériaux à l'intérieur du laboratoire spatial européen Columbus. Il a été conçu pour approfondir le champ des connaissances en matière d'alliages avancés et de semi-conducteurs, ainsi que leurs propriétés à l'état fondu, afin d'optimiser les processus de coulée à l'échelle industrielle et la recherche fondamentale. Accompagné d'un premier lot d'échantillons, l'EML fera partie du complément de la cargaison qui sera acheminée à la Station spatiale internationale (ISS) en juin par le véhicule de transfert automatique ATV-5.

« Nouvelle date pour Ariane 5 VA216 »

Les opérations de vérification sur le satellite Amazonas 4A se déroulant correctement, Arianespace et ses clients ont pu s'accorder sur une nouvelle date pour le prochain vol d'Ariane 5, qui aura donc lieu le 21 mars, dans une fenêtre s'ouvrant à 22h05 TU et se refermant à 23h14 TU. Comme précédemment annoncé, les passagers de ce vol, réalisé sur une Ariane 5ECA, seront les satellites de télécommunications Astra 5B, construit par Airbus Defence & Space - Space Systems pour l'opérateur luxembourgeois SES, et Amazonas 4A, construit par Orbital Sciences pour l'espagnol Hispasat. C'est ce dernier satellite qui a été à l'origine des reports en série dont a été victime cette mission. Par deux fois, des vérifications ont dû être effectuées sur le satellite et des équipements ont dû être changés. En conséquence, le lancement, initialement prévu pour le 6 décembre a été décalé au 7 mars, puis à la date actuelle.

« NASA IG Finds no Evidence of Intentional Export Control Violations at Ames »

Officials at NASA's Ames Research Center did not intentionally violate export control laws but "exercised poor judgment" in sharing ITAR-restricted information with foreign nationals at the center, NASA's Office of Inspector General (OIG) concluded in a report summary published Wednesday.

The investigation stemmed from complaints that foreign nationals working at Ames had access to information that should have been restricted under export control regulations. The OIG's investigation continued after the US Attorney's office closed its criminal investigation a year ago without filing any charges. The OIG's investigation wrapped up earlier this month with a full report to the NASA administrator.

« Japon: lancement d'un satellite de mesure des précipitations terrestres »

La fusée nipponne H2A a placé avec succès dans l'espace dans la nuit de jeudi à vendredi le satellite américano-japonais de mesure des précipitations terrestres GPM, un engin destiné à mieux prévoir et



affronter les désastres météorologiques mondiaux. Le lanceur est parti comme programmé vendredi matin à 3H37 locales (jeudi 18H37 GMT) de la base de Tanegashima située au sud du Japon où le temps était favorable, selon les images diffusées en direct par la JAXA, l'Agence d'exploration spatiale japonaise.

« First Copernicus satellite at launch site »

The Sentinel-1A radar satellite has arrived at Europe's Spaceport in French Guiana to be prepared over the coming weeks for launch on 3 April. Its launch will mark a new shift in Earth observation, focusing on operational missions to support users for decades to come.

« L'université Montpellier 2 lance un centre spatial universitaire »

Geneviève Fioraso était en déplacement à Montpellier le 24 février 2014. Une visite organisée sur le thème de "l'innovation au service des citoyens", avec au programme en début de journée : les nanosatellites à l'université Montpellier 2. Dans l'établissement, plusieurs centaines d'étudiants en utilisent pour des expérimentations scientifiques. Un projet qui intéresse les entreprises, et désormais structuré via un Centre spatial universitaire et la fondation partenariale Van Allen.

DOCUMENT INTERNE